



L • S • T

LST Fédération

mouvement Luttes Solidarités Travail

rue Pépin, 27 • B - 5000 Namur

tél : 081-22.15.12

federation@mouvement-LST.org

www.mouvement-LST.org

Propositions d'objectifs du mouvement Luttes Solidarités Travail (LST) à inclure dans le plaidoyer de Jai Jagat

Pour constituer le plaidoyer de Jai Jagat pour la Belgique, le comité organisateur a demandé aux différentes associations membres de proposer deux ou trois objectifs propres à l'association en rapport avec chacun des quatre axes de Jai Jagat international.

Ces quatre axes sont :

1. La paix, le développement de l'action sociale non-violente ;
2. L'inclusion sociale, la mobilisation des populations les plus défavorisées ;
3. La justice climatique, le sauvetage de l'écosystème terre ;
4. L'éradication de la pauvreté.

Introduction

LST, en tant qu'organisation qui permet aux plus pauvres de se rassembler, tient à signaler que pour elle, les quatre axes : paix, inclusion sociale, climat et éradication la pauvreté, sont intimement liés.

C'est pourquoi, elle insistera dans sa contribution au plaidoyer sur les liens à faire entre ces quatre axes.

LST souhaite que les liens entre les quatre axes soient présents dans le texte final, évitant ainsi les inconvénients d'une structuration en chapitres séparés.

1. La paix. Pour nous, c'est :

Pas de paix sans justice, cela veut dire que la base nécessaire pour une relation apaisée avec le monde est la sécurité d'existence pour tous.

« On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent, mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent. » (Bertold Brecht)

Donc pour nous, la paix, c'est aussi l'exigence de regarder la violence des situations de pauvreté et d'exclusion plutôt que de se centrer sur la seule violence de ceux qui dans ces situations se révoltent.

Reconstruire les solidarités. C'est rétablir les liens de solidarité qui ont été construit par la sécurité sociale et la justice fiscale et puis démoli par le néo libéralisme.

Des glissements se sont opérés de la solidarité fédérale vers le niveau local et ensuite la solidarité familiale a été priée de venir pallier la solidarité locale.

2. L'inclusion sociale. Pour nous, c'est :

Parvenir à remettre en question l'idée que les pauvres sont exclus. En effet être pauvre dans un système inégalitaire, c'est être inclus dans le système mais du mauvais côté. Les plus pauvres sont utilisés comme un moyen de pression sur le monde du travail. Plus précisément l'utilité des plus pauvres dans ce système, c'est de fragiliser les protections sociales.

La lutte des plus pauvres contre la concentration des richesses et des pouvoirs dans les mains de quelques-uns.

Par la démocratie, le dialogue et plus largement tous les moyens d'action non violente, acquérir une légitime place de citoyen trop souvent refusées aux plus pauvres.

3. La justice climatique. Pour nous c'est :

Les objectifs de développement durable doivent être poursuivis sans peser injustement sur les plus pauvres. Les conditions de vie des plus pauvres doivent être une balise prioritaire pour mesurer l'impact des moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs. L'empreinte carbone des 10% les plus pauvres est déjà huit fois inférieure à celles des 10% les plus riches. Nous sommes plus exposés à la pollution dans notre environnement de vie et de travail. Par ailleurs, nos conditions de vie nous permettent difficilement d'avoir des modes de vie plus durables (logements peu ou mal isolés, moyens de chauffage plus polluant, utilisation de vieilles voitures...) et nous n'avons pas accès aux subsides et avantages fiscaux qui peuvent contribuer à améliorer la qualité de nos habitats et à limiter les sources de pollution.

Des services publics accessibles à tous permettraient entre autres de se déplacer, de se loger, sans devoir recourir à des moyens individuels nécessairement plus polluants.

4. L'éradication de la pauvreté. Pour nous, il vaudrait mieux parler d'éradication de ce qui produit la pauvreté.

Il faut pour cela (re)prendre une place de citoyen. En exigeant que les plus pauvres et leurs organisations soient aussi entendus politiquement.

Dénoncer la criminalisation des pratiques de survie. En ce compris la volonté de vivre ensemble sous le même toit, pratique fragilisée par le statut de cohabitant qui pénalise exclusivement les plus pauvres dans leur vie privée. (Cet exemple ne doit être repris que dans le cas où le plaidoyer est utilisé en Belgique.)

Mettre fin au dumping social pratiqué par les Etats-Nations pour s'attirer les grâces des puissants.

Pour le mouvement LST,
Paul Verjans